

Conclusion sur le débat public sur Aqua Domitia

Nous avons pensé au départ, que ce projet était présenté comme la 8^{ème} merveille... un pur produit d'une très bonne communication.

Il nous semblait que peu de réflexion présidait à l'opportunité du projet et surtout pas la dimension d'aménagement du territoire. Le projet était conçu pour amener de l'eau et non pour répondre à des besoins. Il a fallu ensuite susciter ce besoin.

Nos craintes se sont avérées fondées et les constats au fil des réunions, ont dépassé notre imagination. Nos propos développés dans notre cahier d'acteur ont paru décalés mais en final, ils ont bien posé que l'objectif ne devait pas être d'apporter de l'eau à un territoire.

Les besoins en eau potable avaient été estimés sans tenir compte de la possibilité qu'ont les élus de choisir leur politique d'aménagement du territoire et d'infléchir la courbe actuelle de la démographie ou du tourisme de masse.

Considérer qu'ils n'auraient pas l'intention de procéder à des choix plus compatibles avec un développement durable, nous a semblé inconvenant pour eux.

Sans doute le projet était-il conçu sur la base d'une poursuite de la recherche de l'attractivité du territoire et l'estimation des besoins en eau potable du projet a reposé sur le rêve supposé qu'auraient les élus de transformer le littoral languedocien en côte espagnole.

C'était sans tenir compte d'une possible prise de conscience des erreurs du passé qui ont contribué à un déséquilibre démographique et économique sans précédent et à une pauvreté de la population régionale qui la place au 3^{ème} rang des plus pauvres.

Cependant, au fil des réunions du débat public, il nous a semblé que le beau panorama du projet qu'on avait dressé se fissurait et que petit à petit l'éclairage du débat public permettait de prendre du recul et de la hauteur de vue.

Ainsi nous avons perçu

- que le projet n'aurait aucun impact sur l'utilisation des forages,
- que l'abondance d'eau n'était pas de nature à engendrer des économies dans sa consommation,
- qu'il ne serait pas aisé de modifier les comportements et notamment de faire acheter de l'eau alors que celle-ci est disponible gratuitement,
- que la sécurisation en quantité à moyen terme ne rimait pas forcément avec sécurisation en qualité,
- que l'utilisation sans limite des ressources conduirait à des conflits d'usage.

Nous avons découvert que l'estimation des besoins en agriculture ne reposait pas sur une analyse prospective qui tiendrait compte du réchauffement climatique mais

seulement sur le maintien des cultures actuelles comme si l'avenir agricole de la région était figé.

Or, même si les regroupements d'agriculteurs se sentent politiquement obligés d'accueillir favorablement un apport supplémentaire en eau, bien des agriculteurs sont méfiants quant aux disparités engendrées tant en terme de qualité que de coût des productions agricoles via celui de l'eau. Ils ont bien intégré que l'apport d'eau en viticulture n'améliorerait pas leurs rendements. Nous ignorons s'ils ont perçu qu'irriguer était reculer pour mieux sauter car les scientifiques ont prévu que le réchauffement climatique diminuerait leur rendement de 35 %. Nous espérons que le débat public aura poussé à réfléchir à une mutation agricole. Tout un chacun a bien conscience que l'agriculture doit se maintenir et doit être aidée en cela.

Nous avons entendu une grande inquiétude sur la qualité de l'eau du Rhône, ce d'autant plus que les résultats 2010 présentés par l'Agence de l'Eau ne sont pas rassurants. Les réponses apportées par BRL n'ont pas levé ces inquiétudes et le coût supplémentaire de potabilisation d'une ressource polluée, tout le monde l'a compris, ne sera pas anodin.

Quant aux services de l'Etat et aux associations, dont la nôtre, il faut bien avouer que nous avons des leçons à prendre de BRL en matière de communication : quand nous avons employé les mots « pression sur le milieu naturel », nous n'avons trouvé aucun écho auprès des élus ni auprès du public d'une façon générale ! Ces termes sont mal choisis et ne représentent rien de concret. Peut-être « disparition des paysages et des oiseaux, bétonisation du littoral, ou mieux impossibilité d'accéder à la mer, facture de traitement des déchets et des eaux usées fortement augmentée » auraient-ils été plus explicites. Il faut parler aux gens le langage qu'ils comprennent et là nous avons été mauvais !

Le débat public nous laisse optimistes et nous conduit à parier sur la responsabilité et la clairvoyance de nos hommes et femmes politiques. Le choix qu'ils ont à opérer n'est pas aisé et il est certes plus simple de se laisser aller à la facilité de faire payer à tous les contribuables et les usagers de l'eau une note salée. Mais nous avons bon espoir en leur capacité de prendre les bonnes décisions. Certains élus se sont projetés pour les 3 décennies à venir pour les choix démographiques et économiques et c'est tout à leur honneur, d'autres ont parlé de solutions alternatives comme outils mais nous ignorons toujours si c'est pour répondre à ces choix économiques futurs ou pallier les dérives du passé.

Nous sommes en attente d'une poursuite de la concertation sur la base d'une mesure de l'impact du projet dans son ensemble.

Le parlement régional de l'eau aurait l'avantage de pouvoir se réunir plusieurs fois. Il permettrait un suivi, une surveillance et des contacts. Mais ne se substitue-t-il pas aux instances mises en place par l'Agence de l'eau ? Ne serait-il pas plus pertinent de mettre en place une instance de concertation pour l'aménagement du territoire régional qui repense le SRAT en termes de développement durable et laisse aux générations futures une marge de manœuvre ? Des objectifs retenus découleraient les besoins en eau et alors le parlement régional de l'eau pourrait avoir sa place.